



Déclaration de la CFDT-Météo au conseil d'administration de Météo-France 9 octobre 2026

Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs les administrateurs,

Au nom de la CFDT-Météo, nous souhaitons attirer votre attention sur un climat social particulièrement tendu au sein de notre établissement. Nous traversons actuellement un conflit social et nous avons échappé de peu à un risque d'extension à d'autres personnels. Cette situation mérite que l'on s'y arrête, car elle traduit un malaise plus profond.

Le conflit en cours porte notamment sur la mise en place de nouvelles qualifications nécessaires pour certains agents dans le cadre des exigences aéronautiques. Ces personnels comprennent difficilement qu'on leur demande de faire leurs preuves en seulement trois mois, alors que certains exercent leur métier depuis 10, 15, voire 20 ans. Cette situation concerne notamment les équipes de maintenance, qui ont eu le sentiment d'être quelque peu délaissées au cours des dix dernières années. Les discussions sont intenses et les inquiétudes bien réelles.

À cela s'est ajoutée une autre source de tension.

Lors d'une réunion le 30 septembre dernier, nous avons pris connaissance des chiffres relatifs à l'évolution des rémunérations des agents de Météo-France pour 2026. Pour plus des trois quarts des personnels, les personnels techniques, les évolutions annoncées se traduisaient par une stagnation, voire une baisse de rémunération.

Pour de nombreux agents (environ 300), cette baisse était d'une cinquantaine d'euros. Mais pour une centaine à deux cents agents sur les quelque 2 200 concernés, elle pouvait atteindre 670 euros.

Ces montants ne sont pas anodins. Dans le contexte actuel, ils sont évidemment de nature à alimenter le mécontentement, d'autant plus que l'inflation continue de peser sur le pouvoir d'achat.

Le risque d'extension du conflit est donc apparu à la suite de cette réunion.

Nous avons appris il y a deux jours que la situation était en voie de rétablissement. Nous reviendrons sur ce sujet dans le cadre du budget rectificatif n° 2, le BR2. Nous remercions celles et ceux qui se sont mobilisés pour rétablir la situation et éviter que les incompréhensions ne s'aggravent. Mais nous souhaitons aussi que cet épisode serve de leçon pour l'avenir.

La CFDT-Météo vous a régulièrement alertés sur le sentiment de déclassement ressenti par les météorologistes, qui ont parfois l'impression d'être la cinquième roue du carrosse au sein du ministère. Les personnels de Météo-France sont moins bien reconnus que leurs collègues d'autres établissements ou services, notamment ceux de l'IGN ou du ministère, historiquement, sans que l'on ne sache trop pour quelles raisons. Nous ne comprenons pas cet écart de reconnaissance.

Pourtant, nous n'avons cessé de rappeler les bénéfices socio-économiques considérables que Météo-France apporte au pays, que ce soit en matière de sécurité des personnes et des biens, d'anticipation des risques ou d'accompagnement des acteurs économiques. Il y a un décalage entre la valeur du service rendu à la collectivité et le sentiment de non-reconnaissance exprimé par les agents.

Nous espérons que les événements récents seront pris en compte dans la préparation du budget 2027, afin que les difficultés rencontrées cette année ne se reproduisent pas et que la reconnaissance des personnels se traduise dans leurs rémunérations et leurs conditions de travail.

Le climat social ne peut pas être durablement apaisé sans écoute, sans dialogue et sans reconnaissance. Nous avons frôlé une situation plus difficile. Il est encore temps de tirer les enseignements de cet épisode et de restaurer durablement la confiance.

Je vous remercie de votre attention.